

Activisme civique, protestation et contextes politiques. Comparer la Roumanie et la Suisse

Dragoș Dragoman

Universitatea “Lucian Blaga” din Sibiu

Abstract: *Though taken for an important asset for democracy, the political participation changed dramatically in Western democratic contexts, over the last decades. In Switzerland, for instance, it moved from political party activism to new forms of participation, as protest activism. It is acknowledged today that by moving from conventional to unconventional forms, the political participation managed to bring in large social categories that were previously excluded, especially women. What happened in Romania during the last couple of decades? Political participation is there as uneven as it generally was in the '50's, in Western contexts? Does protest in Romania differ from Western protest, especially from the Swiss case? Whereas Western protest is largely acknowledged as the continuation of participation by other means, is this the case in Romania? Or could we take protest in Romania more likely for a contestation of democratic legitimacy? The overall conclusion of this research is that protesters in Romania are very similar to their Swiss counterparts and that they are by no means a threat against the still unconsolidated Romanian democracy.*

Keywords: political participation; protest; democratic transition; Romania; Switzerland.

Mots-clé: participation politique; protestation; transition démocratique; Roumanie; Suisse.

Cuvinte-cheie: participație politică; protest; tranziție democratică; România; Elveția.

La participation politique a beaucoup changé dans les démocraties occidentales depuis trois décennies. Les nouvelles générations ont connu l'expérience de nouveaux modes de manifestation politique, à partir du simple vote et l'activisme en faveur des partis politiques et jusqu'aux manifestations de protestation, grèves et boycotts (Barnes et Kaase, 1979). Les changements de l'activisme politique sont en accord avec les changements subis par

les façons de vivre et les valeurs sociales dominantes, en accord avec le passage des valeurs matérielles à celles post-matérielles dans les pays occidentaux, dont la Suisse (Hutter et Giugni, 2009). Qu'en est-il de la participation politique dans les anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est, notamment la Roumanie, où l'activisme politique peut être lié autant au soutien du régime – par l'appartenance aux partis politiques et les activités civiques – qu'à la

* Department of Political Science, “Lucian Blaga” University of Sibiu, 34 Calea Dumbrăvii, 550324 Sibiu, Romania. Email: dragoș.dragoman@ulbsibiu.ro.

contestation du même régime – par des manifestations de protestation?

Dans cette recherche, nous essayons d'identifier le type et l'intensité de la participation politique dans une société postcommuniste, comme celle roumaine et la comparer au cas suisse, tenu pour un modèle de société occidentale. La stratégie de comparer des unités en contraste est souvent bien révélatrice, étant capable de mieux surprendre les caractéristiques des unités que lors d'une comparaison d'une série d'unités très proches (Dogan et Pélassy, 1990). D'un côté, la Suisse est un pays qui a été inclus par Barnes et Kaase (1979) dans la deuxième vague de collecte de données de leur recherche classique sur les formes de participation politique. Comparer la Roumanie avec un des pays compris dans cette recherche classique est plus riche de signification qu'avec un tout autre pays du monde occidental, car nous voulons rester liés strictement, dans la logique de la comparaison, aux critères de jugement formulés par les deux auteurs. En même temps, nous sommes parfaitement conscients que les données d'une seule enquête, même menée en parallèle en Roumanie et en Suisse, ne suffisent pas pour une comparaison exhaustive des deux pays et que nombre de données secondaires seraient nécessaires. Dans ce but, comme nous le précisons plus bas, nous faisons confiance à des données indirectes issues d'analyses et études suisses qui s'étendent sur une longue période. De l'autre côté, la Suisse est un cas privilégié pour l'étude des formes modernes de la participation politique, dans la perspective de la démocratie directe. Le contraste avec les formes et l'intensité de la participation politique en Roumanie fait de la Suisse un sujet de comparaison privilégié.

Premièrement, nous analysons les types de participation. Dans le processus d'adaptation aux normes et valeurs européennes, il est possible que les changements sociaux aient déjà modifié les modèles habituels de

participation, l'activisme politique passant en Roumanie aux nouveaux mouvements sociaux, sans attendre la consolidation des moyens plus traditionnels de participation, comme ce fut le cas des sociétés occidentales, dont la Suisse. Deuxièmement, nous étudions plus en détail l'activité de protestation, pour voir s'il s'agit tout simplement d'une forme de participation politique distincte, ou bel et bien d'une contestation de la légitimité du régime démocratique. La dispute sur ce sujet continue encore dans le débat occidental, mais la protestation est devenue aussi une réalité est-européenne. Nous voulons établir si les protestataires sont différents des autres participants, s'ils ne sont pas, par hasard, les plus mécontents de la transition démocratique et déjà prêts à renoncer au fonctionnement du nouveau régime démocratique. Notre découverte contredit cette hypothèse. Malgré les différences d'attitude et de valeurs face aux autres citoyens – situation remarquée aussi dans le cas suisse – l'activisme de protestation n'est pas une menace pour la légitimité démocratique. Il n'est que la transformation de la participation classique dans un contexte apolitique et d'aliénation citoyenne, après des décennies de dictature communiste.

Dans notre démarche, nous passons premièrement en revue, à l'aide de la littérature sociologique, les transformations qui ont eu lieu dans les démocraties occidentales dans les dernières décennies en ce qui concerne les formes et l'intensité de la participation politique. Nous passons, ensuite, à la comparaison des cas roumain et suisse, pour trouver le contraste nécessaire entre une société démocratique occidentale, caractérisée par la profusion des valeurs post-matérielles, et une société postcommuniste en train de rattraper le retard de développement matériel. À l'aide de l'analyse statistique pour le cas roumain, nous établissons un modèle explicatif de la participation politique et discutons des différences entre les deux pays. Malgré les

différences marquées dans les niveaux de participation politique, nous concluons que la protestation, en tant que forme nouvelle de participation, n'est pas liée en Roumanie à la contestation de la légitimité du régime démocratique, comme on aurait pu le craindre.

Structure sociale et participation politique

La participation politique est dominée par les conditions culturelles de la société, tout comme par les modèles de socialisation, les pressions sociales et économiques, l'usage ou la menace de la force (Barnes, 2004a). De cette façon, la participation est historiquement conditionnée plutôt par des hiérarchies et relations verticales, la bureaucratie, le respect de type patriarcal et direction charismatique, que par des débats électoraux, les élections et les réseaux horizontaux. Les relations historiques verticales qui relient les électeurs sont soit bureaucratiques, soit elles reposent sur le patronage. Même les nations modernes sont la création des bureaucraties civiles et militaires et ce sont avec elles que les citoyens eurent leurs premiers contacts, dans une période dominée par la bureaucratie comme expression de la modernité (Tilly, 1975; Anderson, 1983; Gellner, 1983). Même si les socialistes occidentaux ont tenté une démocratisation de la mobilisation, elle est restée verticale – même dans les partis ouvriers – comme le constate Michels (1971). De son côté, le patronage part d'une relation matérielle entre patron et client – spécifique aux sociétés agraires – mais perd ce caractère dans les sociétés modernes. Il prend ici une teinte de corruption, dans les conditions où les clients ne sont pas libres dans un marché, mais sont dépendants des biens et des services fournis en exclusivité par un patron sur un territoire donné. Les dommages à l'adresse de la démocratie sont tout spécialement liés à

l'impossibilité de l'action collective, l'érosion du capital social et de la confiance, l'impossibilité des politiques publiques à long terme, à cause des relations rendues personnelles et matérielles (Putnam, 1993).

Les conditions sociales en évolution – la démocratie électorale de masse, la prospérité économique et l'éducation supérieure – changent aussi les modes de participation. Le succès de la démocratie est inconcevable sans l'existence des relations horizontales. La transformation du pouvoir – à partir des ressources comme le revenu, l'éducation, la situation sociale, qui sont spécifiques aux élites – dans le pouvoir du plus grand nombre est le but même de la mobilisation politique démocratique (Kornhauser, 1959). La mobilisation a été initialement sociale et a eu lieu au cadre des catégories larges, de classe ou ethno-linguistiques. Le développement de la structure sociale, le nombre accru des alternatives, a rendu nécessaire la création de loyautés envers des idéologies spécifiques, partis et mouvements sociaux. Cette mobilisation est celle politique, chaque classe ou groupe ethno-linguistique ayant des alternatives politiques de mobilisation, dans le but de la naissance d'un attachement affectif, tout comme dans celui de l'apprentissage de la politique. C'est le contexte du passage à la société de masse à l'âge industriel (Bell, 1973) qui produit la mobilisation cognitive. Dans une époque où les citoyens sont plus éduqués, où la communication rend l'information plus accessible, l'identification partisane n'est plus obligatoire. Même si bien des gens restent attachés au système politique de façon traditionnelle, il y en a qui utilisent de plus en plus les réseaux denses d'associations volontaires et autres types de coopération informelle. La transformation est produite par le changement des priorités, paraît-il, en passant de celles matérielles à celles post-matérielles (Inglehart, 1997).

Ce qui autrefois était pleinement qualifié d'action politique non-conventionnelle est maintenant absolument naturel. Car à partir des années '70, la participation est divisée en conventionnelle et non-conventionnelle. D'un côté, les gens étaient engagés dans des formes plus simples de participation, comme le vote ou l'appartenance à des partis politiques, ou ils étaient impliqués dans des activités à buts communautaires dans les organisations secondaires (l'activisme civique). La volonté de participer politiquement et de s'impliquer dans les problèmes de la société se traduit de nos jours dans des formes non-conventionnelles, comme la participation dans des réseaux non-hiérarchiques et informels, où les mobilisations sont sporadiques. Les pétitions envoyées par courrier électronique, les protestations spontanées, le boycott, tous sont des formes de participation où le rôle des idéologies structurées est pris par des motivations plutôt émotionnelles et personnelles (Norris, 2002). Les nouvelles formes de participation abandonnent les anciennes structures organisationnelles, formelles et bureaucratiques, en faveur de contacts plus lâches, horizontaux, plus flexibles. Leur intérêt se déplace des problèmes institutionnels, comme les partis politiques, aux problèmes autrefois tenus pour privés, comme la consommation. Les formes de mobilisation changent aussi, étant de nos jours plus spontanées et irrégulières (Stolle et Hooghe, 2004a). D'un côté, ces nouvelles formes de mobilisation accordent plus d'importance à la participation passive, à partir du moment où elles ne supposent plus un contact direct entre les membres, mais elles se contentent, par contre, de contacts électroniques et par média. De l'autre côté, elles demandent (davantage que celles conventionnelles) une sophistication politique et intellectuelle élevée, aussi que des ressources, du moment où elles peuvent s'exprimer par des donations d'argent ou par des formes plus coûteuses. Même si les partis continuent

d'être des solutions alternatives pour créer des dirigeants politiques, selon Barnes (2004a), ils ne s'adressent plus au public comme ils le faisaient autrefois. Les partis politiques ne s'appuient plus sur les volontaires pour faire la campagne dans les quartiers. Les mécanismes internes même sont pris par les volontaires, les dirigeants étant sous la pression des plus actifs (et radicaux), lorsqu'ils veulent s'adresser à un public de plus en plus centriste. Maintenant, la télévision est le moyen favori de campagne, non pas les militants (Norris, 2000; Bartle et Griffith, 2004).

Le modèle occidental de la participation politique, nous rappelle Barnes (2004a), part de l'égalité électorale et légale, la conquête du pouvoir, pour aboutir à son utilisation dans le but de l'amélioration de la condition économique générale, c'est-à-dire, la création de l'Etat-providence moderne. Qu'en est-il dans les sociétés européennes ? Les institutions politiques ont été créées après la chute du communisme, sans appel à une mobilisation populaire significative (Linz et Stepan, 1996). En outre, le socialisme représentait d'une certaine façon, même auparavant, un système de large assistance. Barnes (2004a) pense que dans la région fonctionne le revers du modèle occidental, c'est-à-dire, bien-être, démocratie, pouvoir et organisation en vue de l'action politique. Les citoyens des nouvelles démocraties semblent suivre moins le modèle conventionnel de la mobilisation, que celui cognitif. Les partis politiques ne semblent pas avoir organisé des structures solides, implantées dans le territoire et n'établissent pas une liaison spéciale avec l'électorat. Ils s'adressent plutôt aux groupes spécifiques et ne s'occupent pas de politiques publiques. La télévision, le réseau informatique et une population éduquée rendent les anciennes structures de la mobilisation inutiles. Même si la participation dans les organisations secondaires est réduite, les nouvelles sociétés disposent de toute la série d'organi-

sations développées en Europe occidentale. Il est vrai que toutes n'ont pas réussi à s'implanter localement et devenir autonomes du financement extérieur (Bădescu, Sum et Uslaner, 2004). Il est possible, conclut Barnes (2004a), que les nouvelles démocraties soient les témoins de la transformation profonde de la participation politique à l'âge informationnel, brûlant les étapes et s'ancrant directement dans les tendances actuelles du monde occidental.

La participation politique en Roumanie et en Suisse

Le but de la recherche est d'identifier l'intensité, le type et les composantes de la participation politique roumaine, autrement dit, les agents mobilisateurs et les actions accomplies et de comparer la participation roumaine à celle suisse. Pour la Roumanie, nous utilisons les données d'une enquête sociologique (Baromètre d'Opinion Publique) menée en novembre 2005 et qui fait partie d'une recherche plus large, World Values Survey (la cinquième vague de sondage de 2005-2008) qui a eu lieu en 50 pays, dont 17 européens. L'échantillon utilisé par l'enquête roumaine est composé

de 1776 personnes, âgées d'au moins 18 ans. L'échantillon est stratifié, probabiliste et représentatif pour la population adulte de Roumanie. Pour la Suisse, nous utilisons les données de la même vague d'enquête WVS. L'enquête suisse a eu lieu en 2007 et a utilisé un échantillon représentatif de 1241 personnes adultes. En plus, nous faisons confiance à des données indirectes issues d'analyses et études suisses qui s'étendent sur une longue période (Kriesi et al., 1981; Kriesi, 1985; Kriesi et Trechsel, 2008; Hutter et Giugni, 2009).

Au milieu des années '70, Barnes et Kaase (1979) découvraient au sein des sociétés occidentales la distinction entre les activités civiques et celles de protestation. La dernière continue d'être encore aujourd'hui, en Europe occidentale, une dimension distincte de la participation politique et n'a pas été assimilée, à la longue, aux autres types d'activités, comme l'appartenance aux syndicats ou aux partis politiques (Norris, 2002). Les choses sont pareilles en Roumanie. L'analyse factorielle des activités participatives indique une distinction nette entre les dimensions différentes de la participation, comme la protestation, l'activisme civique et le vote.

Tableau 1: Les dimensions de la participation politique en Roumanie

	Activisme civique	Protestation	Vote
Membres des...partis politiques	0,811		
...syndicats	0,739		
...organisations religieuses	0,685		
...organisations sportives	0,909		
...organisations artistiques, musicales	0,908		
...organisations écologiques	0,949		
...associations professionnelles	0,892		
...organisations humanitaires	0,930		
Signé une pétition		0,910	
Pris part à un boycott		0,860	
Pris part à des démonstrations légales		0,898	
Pris part aux dernières élections (2004)			0,999
% variance	49,085	19,815	8,345

Analyse factorielle (Principal Component Analysis). Méthode de rotation Varimax avec normalisation Kaiser (KMO = 0,921).

Si la typologie de la participation roumaine est identique à celle occidentale, celle suisse incluse, le niveau de participation est néanmoins différent. Même si en Roumanie le niveau de participation aux élections est semblable à celui spécifique des pays occidentaux, le niveau de la participation non-conventionnelle et de l'activisme civique sont bien plus bas. La faible activité civique est une constatation fréquente en ce qui concerne la Roumanie (Barnes, 2004a; Dragoman, 2009; Howard, 2002; Sum, 2005; Uslaner, 2003; Voicu et Voicu, 2003). Le tableau numéro 2 présente la participation dans différentes associations volontaires. Elle est comprise entre 0,7 % pour la participation dans des

associations pour la protection de l'environnement et seulement 9,7 % pour celle dans des associations religieuses. La moyenne de l'activisme civique est de 3,41 %, comparée à celle de la protestation qui est de 4,26 %. En revanche, la participation suisse est nettement supérieure à celle roumaine. Elle est comprise entre 14,2 % pour la participation dans les syndicats et 53,9 % pour celle dans des associations religieuses. La moyenne de l'activisme civique suisse est de 31,42 %, presque dix fois supérieure à celle roumaine, tandis que celle de la protestation suisse est de 41,26 %, cette fois aussi dix fois supérieure à la moyenne roumaine.

Tableau 2: *La fréquence des différentes actions politiques en Roumanie et en Suisse*

	Roumanie (%)	Suisse (%)
Membres des...partis politiques	3,8	15,5
...syndicats	6,4	14,2
...organisations religieuses	9,7	53,9
...organisations sportives	2,0	49,9
...organisations artistiques, musicales	1,8	30,8
...organisations écologistes	0,7	23,8
...associations professionnelles	1,7	29,7
...organisations humanitaires	1,2	33,6
Signé une pétition	5,8	77,2
Pris part à un boycott	1,0	18,8
Pris part à des démonstrations légales	6,0	27,8
Pris part aux dernières élections (parlementaires, respectivement fédérales)	86,3	73,6

Les citoyens participent dans des organisations secondaires pour trois raisons, parce qu'ils peuvent, parce qu'ils veulent ou puisqu'on leur a demandé de le faire (Bădescu, Sum et Uslaner, 2004). Autrement dit, ce qui compte sont les ressources individuelles qui aident l'individu à participer, ses attitudes et ses motivations envers l'engagement civique et l'accès au réseau social qui mobilise des citoyens qui autrement seraient certainement inactifs. Prenant en compte les trois raisons, on peut facilement trouver dans l'héritage du

communisme l'explication du niveau très bas de la participation en Roumanie. Le système communiste a détruit les trois éléments, par le contrôle sévère des activités sociales. Le contrôle idéologique et la prise en charge permanente ont rendu les Roumains, tout comme nombreux autres citoyens des pays de la région, peu confiants dans la possibilité d'une action collective et méfiants dans leurs relations sociales. Les citoyens des pays de l'Europe de l'Est ont même développé une spécialisation des relations sociales. De

cette façon, ils distinguaient nettement entre des relations fortes, de confiance (où ils discutaient des problèmes personnels et de la politique) et des relations faibles, d'approvisionnement avec des produits de nécessité dans la pénurie générale de l'économie socialiste (Völker et Flap, 2001). Les conséquences de toute relation sociale hasardée étaient bien plus graves que dans les pays démocratiques occidentaux, d'où un niveau plus bas de confiance sociale et institutionnelle (Mishler et Rose, 2001a). La confiance, à son tour, semble liée à la participation dans les organisations secondaires, au moins pour certains auteurs (Putnam, 1993). Le phénomène semble être spécifique aux sociétés occidentales, aussi bien qu'aux nouvelles démocraties de l'Est (Bădescu, 2003). D'autres chercheurs contestent cette relation, qui serait non seulement douteuse de point de vue théorique, mais aussi bien difficile à démontrer de point de vue empirique (Newton, 2001b). De toute façon, la confiance sociale enregistrée par les enquêtes en Roumanie est parmi les plus basses de la région (Uslaner, 2003).

Comme on peut voir dans le tableau ci-dessus, tant la participation conventionnelle que celle non-conventionnelle sont en Roumanie l'apanage d'une minorité. La participation dans les associations volontaires, caractéristique d'une société démocratique, est très rare (Voicu et Voicu, 2003). Pourtant, outre les pré-conditions de l'héritage communiste, une autre explication de la participation réduite est représentée par les ressources limitées dont les citoyens de la région disposent. La baisse continue du niveau de vie le long de la transition oblige les plus actifs, surtout les plus jeunes, à prolonger leur temps de travail. Comparé aux nécessités quotidiennes, le passe-temps devient une alternative de plus en plus difficile à suivre. Inhabités dans leur passé avec la participation volontaire, qui était remplacée dans le régime communiste par une parti-

cipation forcée soit dans des activités idéologiques, soit dans des activités productives, les Roumains comprennent aujourd'hui que le temps leur manque pour de telles activités. En outre, le style de vie orienté vers le gain à tout prix semble avoir donné naissance à un replis presque exclusif sur la vie privée, qui est à remarquer non seulement dans les niveaux bas de donations privées, mais dans la volonté réduite de participer à des tâches de maintien des espaces communs (maintenir et embellir les habitations communes, déblayer les rues enneigées en hiver, maintenir les espaces verts). La réponse est la perception publique d'une iniquité criante et des demandes de redistribution radicale (Bădescu, 2004; Rothstein et Uslaner, 2005). Ce climat d'égoïsme, méfiance et frustration est aussi peu favorable à la participation civique qu'à la tolérance sociale (Dragoman, 2006a). Il y a encore une large méfiance dans les associations volontaires roumaines et leur efficacité, tout comme dans l'utilité du travail volontaire, de la coopération et de la participation politique (Sum, 2005). Ceci fait que les associations volontaires roumaines sont fragiles puisqu'elles sont très jeunes, elles reposent notamment sur des cadres payés et que la durée moyenne de l'activité des membres ne dépasse pas deux ans (Bădescu, Sum et Uslaner, 2004). En plus, elles sont encore très dépendantes du financement étranger, ce qui peut influencer négativement sur leur adaptation au contexte local. Il arrive souvent que les associations roumaines soient tout simplement des branches des associations volontaires étrangères qui mettent en œuvre de vastes programmes internationaux, sans prêter trop d'attention au spécifique du contexte roumain (Bădescu, Sum et Uslaner, 2004).

La participation volontaire suisse est bien différente. En comparaison internationale, la Suisse est un cas de forte densité associative (Freitag, 2001) et où on ne retrouve pas le processus de décapita-

lisation sociale, tel qu'on en trouve aux Etats-Unis, par exemple (Putnam, 2000). Une étude des associations locales en Suisse (Kriesi et Baglioni, 2003) montre que, même si presque la moitié des associations sont fondées à partir de la moitié des années '60, plus d'un quart des associations suisses sont fondées avant 1918. Le secteur le plus dynamique est celui des associations de banlieue et des associations qui offrent des services, en relation avec l'expansion de l'Etat-providence suisse dans les années '70. En contraste avec l'activisme civique roumain, la grande majorité des associations locales suisses reposent sur les contributions financières et les activités des membres, même si récemment les associations volontaires suisses sont de plus en plus indépendantes du soutien pratique et financier des membres.

Mais il y a encore deux problèmes, quant au niveau de participation. D'un côté, la mesure même de la participation pourrait être invalide. Les quelques questions qui comptent surprendre le nombre d'associations où le citoyen serait actif ne couvrent que partiellement le phénomène que nous voulons étudier (Hooghe, 2003). Dans la définition opérationnelle, Hooghe introduit une mesure de la participation passée, dans le but d'éviter que les membres retirés de ces activités volontaires pour diverses raisons (changement du lieu de travail ou de la résidence, l'éducation des enfants, ainsi de suite) n'apparaissent comme des non-membres. De cette façon, l'auteur a réussi à mettre en évidence un effet significatif de la participation antérieure sur les valeurs d'égalité, neutralité, coopération et liberté (que nous attribuons couramment à la démocratie), mais aussi sur l'individualisme utilitariste, le sentiment d'impuissance politique, l'ethnocentrisme, l'autoritarisme et l'implication dans les problèmes du quartier. En outre, même la simple participation passive joue un rôle positif pour la confiance, la densité des réseaux sociaux et

l'engagement civique (Wollebaek et Selle, 2002). De l'autre côté, il y a en Roumanie un niveau déclaré très élevé de participation au dernier scrutin national. En effet, le niveau déclaré est bien supérieur à celui réel en 2004 et à nombre d'autres scrutins tenus en Roumanie après 1989. Utilisant la base de données réalisée par Armingeon et Careja (2007), nous avons calculé les moyennes de la participation à tous les scrutins pour la chambre inférieure du Parlement roumain et pour la Présidence de la République. La moyenne pour le premier type de scrutin est de 73,7% (ayant un écart type de 7,13%, une valeur minimale de 65,3% en 2000 et une valeur maximale de 86,2% en 1990). Pour le second cas, la moyenne est de 68,85% (ayant un écart type de 13,9%, une valeur minimale de 50% en 2000 et une valeur maximale de 86% en 1990). Peut-être que les citoyens demandés ont répondu en pensant à différents scrutins organisés en 2004, car il y a une pratique en Roumanie que le gouvernement organise tous les scrutins la même année, aussi bien pour les mairies, les conseils locaux et de département, que pour la Chambre des Députés, le Sénat et la Présidence de la République. Ce ne fut qu'en 2008-2009 que les élections locales et celles parlementaires ont été séparées de celle présidentielle, la dernière ayant lieu en 2009. Cela pourrait expliquer, d'une certaine façon, le taux de participation très élevé déclaré pour le dernier scrutin roumain.

Qui participe en Roumanie et en Suisse?

En Occident, la participation était, dans les années '70, inégalitaire et elle continue d'être inégalitaire aujourd'hui, car elle dépend des conditions sociales et matérielles, des modes de socialisation et des conditions culturelles de la société. Dans la période de hausse de la protestation au sein

des sociétés occidentales, elle était spécifique en grande mesure aux jeunes, aux hommes, à ceux éduqués et moins religieux, les fonctionnaires et les étudiants étant alors parmi les plus actifs. Les femmes, par contre, étaient nettement minoritaires dans les actions de protestation, comme les boycotts, les pétitions et les manifestations. Ce ne fut que graduellement qu'elles devinrent plus actives, les tendances étant même renversées dans certains pays (Inglehart et Norris, 2003). Les inégalités liées à l'éducation n'ont pas suivi la même voie. Les nouvelles formes

de participation ont conservé les différences d'éducation qui existaient entre les participants, comme Stolle et Hooghe (2004b) le constatent en comparant les données des années '70 de Barnes et Kaase (1979) avec les résultats de 2002 de l'Enquête Sociale Européenne (European Social Survey). Etant données les inégalités sociales caractéristiques de la transition en Europe de l'Est, notre attente est que la participation en Roumanie soit spécifique aux jeunes en général et tout spécialement aux plus riches et plus éduqués, comme le tableau au-dessous l'indique.

Tableau 3: *L'activisme civique et la protestation, en fonction des caractéristiques sociodémographiques en Roumanie*

	Membres dans une association au moins (%)	La moyenne des scores de l'activisme sur l'échelle	Eta (Sig.)	Ont pris part à une activité de protestation, au moins (%)	La moyenne des scores de la protestation sur l'échelle	Eta (Sig.)
Tout le monde	6,0			9,6	0,13	
Sexe						
Hommes	6,1	0,08		12,0	0,17	
Femmes	5,9	0,08	0,004	7,7	0,10	0,073**
Âge						
18-24 ans	6,5	0,07		9,8	0,14	
25-34 ans	7,8	0,10		5,9	0,07	
35-44 ans	4,5	0,06		12,2	0,18	
45-54 ans	5,7	0,10		12,6	0,19	
55-64 ans	7,6	0,10		11,0	0,13	
65 ans +	4,6	0,05	0,056	6,9	0,10	0,091**
Education						
Supérieure	9,4	0,14		25,0	0,33	
Moyenne	6,1	0,08		9,4	0,14	
Primaire	4,0	0,05	0,072*	5,0	0,07	0,203***
Occupation						
Manager/direction	14,7	0,21		14,7	0,18	
Fonctionnaire/cols blancs	10,5	0,15		23,6	0,34	
Ouvrier qualifié	7,8	0,11		10,1	0,16	
Ouvrier non-qualifié	0,8	0,02	0,134*	5,9	0,08	0,197***

La puissance du coefficient Eta et la signification des différences des moyennes des scores sont mesurées par ANOVA. Sig. *** $p < 0,001$; ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$.

Comme on s'attendait, les différences entre les participants roumains sont généralement importantes. Les hommes, les plus éduqués, ceux d'âge moyen et surtout les fonctionnaires et ceux qui occupent des

positions de direction sont parmi les plus actifs. Il y a, en même temps, une différence entre les types de participation. Les distinctions entre les protestataires sont plus grandes que celles entre ceux qui

participent à des actions conventionnelles. Parmi ces derniers, les seules différences sont liées à l'éducation et à l'occupation. Ceux ayant une éducation supérieure et des fonctions de direction participent plus fréquemment dans des associations volontaires. Les distinctions les plus évidentes sont au sein des protestataires, car elles sont liées aussi bien à l'éducation et à l'occupation, qu'à l'âge et au sexe.

Le développement des actions de protestation dans les pays occidentaux, dont la Suisse, ont inclus, au fur et à mesure, des groupes exclus, initialement, du processus de participation politique. L'Enquête Sociale Européenne (ESS) montre que des différences d'éducation persistent encore aujourd'hui, tout comme il y a encore des différences d'âge et de revenu. Les groupes d'âge moyen sont celles qui ont pris la tête de la protestation en Europe occidentale. L'explication est encore ambiguë: soit la génération protestataire a vieilli, soit les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus attirés par ces formes de protestation. C'est possible que le développement de ce type d'actions en Roumanie conduise à l'inclusion des groupes qui sont encore exclus. Mais, pour le moment, les différences entre les participants roumains sont importantes.

La protestation et les valeurs post-matérielles

La protestation, en tant que forme distincte de participation politique, a représenté une surprise et a donné naissance à une grande controverse concernant ses causes. Barnes (2004a) rappelle qu'au début, la protestation a été étudiée dans, peut-être, la société occidentale la plus paisible, dans les Etats-Unis. L'intérêt des chercheurs américains était notamment de déterminer les causes du changement du comportement du public. Car les nouveaux mouvements sociaux, comme les marches pour la paix et contre la guerre au Viêt-

Nam, pour l'émancipation des femmes et le respect des droits des noirs, étaient tout à fait différents de ceux spécifiques aux années '50. Auparavant, les Etats-Unis n'avaient été confrontés qu'aux violences assez isolées, liées aux relations de travail dans le secteur industriel.

Il y a deux perspectives sur les protestataires. Certains auteurs soutiennent que ceux-ci ne diffèrent pas des autres participants politiques (Norris, 2003b; Norris, Walgrave et Van Aelst, 2005). Ils ressembleraient plutôt aux autres, membres des partis politiques et de ceux actifs dans les associations volontaires. La protestation ne serait, à leur avis, qu'une autre forme de participation, même si nouvelle, à vrai dire. Ces auteurs supposent que les manifestants prennent part aussi bien aux formes traditionnelles de participation. D'autres auteurs considèrent les protestataires comme étant différents. Ils ne participeraient pas aux formes plus traditionnelles et voteraient moins (Tarrow, 1998). Le changement de la participation ne ferait que suivre la tendance générale de la société occidentale dans les années '70, qui passait des valeurs matérielles, de subsistance, aux valeurs post-matérielles, liées à l'expression du soi, la valorisation de l'égalité et la protection de la liberté d'opinion (Inglehart, 1977 et 1990). Dans le cas suisse, l'hypothèse de la dissociation nette entre les formes de participation conventionnelle et non-conventionnelle paraît réfutée tant pour le grand public (Joye et Laurent, 1997), que pour les jeunes (Mazzoleni et Masulin, 2005).

Dans les sociétés postcommunistes en transition, une hypothèse serait que les protestataires sont moins satisfaits par cette transition et considèrent que les nouveaux systèmes politique et économique ne satisfont pas les attentes et les demandes des citoyens. Dans telles sociétés, qui découvrent à présent le capitalisme, les valeurs post-matérielles ne pourraient pas jouer un rôle trop important. Ceux qui protestent dans les pays de la région ne

seraient pas semblables aux jeunes post-matérialistes qui marchent dans les rues de Bruxelles, Paris, Hambourg ou Londres (Uslaner, 2004). Y a-t-il une différence entre les types de participation en Roumanie? Les personnes qui prennent

part aux formes conventionnelles et non-conventionnelles sont-elles les mêmes? Si les protestataires occidentaux sont des jeunes avec des valeurs postmodernes, quelles sont les valeurs que partagent les protestataires roumains?

Tableau 4: Valeurs matérielles et post-matérielles en Roumanie et en Suisse

	Roumanie		Suisse	
	Premier choix (%)	Second choix (%)	Premier choix (%)	Second choix (%)
Priorités pour le pays (<i>Si vous deviez choisir, quelle option serait la plus importante?</i>)				
Un niveau élevé de croissance économique	71,4	10,2	38,0	22,5
Etre rassuré que le pays dispose d'une importante force de défense	7,3	19,1	3,4	6,8
La possibilité des gens d'avoir plus à dire sur la façon dont les choses évoluent	7,8	27,0	40,8	31,4
Essayer d'embellir les villes et villages.	6,2	31,5	14,8	33,4
NS/NR	7,3	12,2	3,0	5,9
Priorités pour les individus (<i>Si vous deviez choisir, quelle option serait la plus importante?</i>)				
Le maintien de l'ordre dans le pays	40,8	23,4	32,2	22,1
Les gens devraient avoir plus d'influence dans les décisions importantes du gouvernement	13,6	16,7	16,4	23,0
La lutte contre la hausse des prix	34,2	35,0	14,8	20,3
La protection de la liberté de parler	6,3	16,2	36,0	32,3
NS/NR	5,2	8,7	0,6	2,3

Comme on peut voir dans le tableau ci-dessus, le maintien de l'ordre et la lutte contre la hausse des prix sont de loin plus importantes que la liberté de parler ou le pouvoir de décision des citoyens roumains. Par contre, la protection de la liberté de parler est la plus importante option des citoyens suisses. En Roumanie, il y a peu de citoyens qui présentent des valeurs post-matérielles, situation plus que naturelle dans un pays relativement pauvre, qui découvre la tentation et les contraintes du capitalisme. Il ne faut pas oublier que le PNB/ capita de la Roumanie est bien inférieur à la moyenne européenne et que la

moyenne des gens ayant une éducation supérieure est moindre que celle européenne (Heston, Summers et Aten, 2006), une situation socio-économique plus favorable au développement des valeurs matérielles. Malgré leur poids réduit, c'est bien possible que les protestataires roumains soient plus enclins vers les valeurs post-matérielles. En Suisse, les nouveaux mouvements inspirés par les valeurs post-matérielles et leur demande pour le libéralisme culturel ont été les forces directrices qui ont dominé la mobilisation de protestation dans les années '70 et '80 (Giugni, 1995; Hutter et Giugni, 2009).

L'une des plus importantes valeurs post-matérielles est la protection de l'environnement. Dans les états occidentaux il y a eu, dans les années '70, un intérêt croissant pour la protection de l'environnement, les activités des associations écologistes, l'apparition des agences gouvernementales, l'adoption de nombreux règlements nationaux et conventions internationales. L'écologisme est devenu, ainsi, une force significative dans le système politique occidental. Par contre, la transition économique a encouragé en Roumanie le développement et les valeurs matérielles et aucun parti « vert » n'est représenté dans le Parlement. La comparaison des opinions sur l'environnement en Roumanie et en Suisse nous donne la mesure de la différence entre les deux contextes. Il n'y a que 47,2% des Roumains qui considèrent que la protection de l'environnement devrait être prioritaire, même si elle ralentit la croissance économique et favorise le chômage, face à 70,8% des Suisses. Même si la plupart des Roumains affirment qu'ils tiennent pour très importants le réchauffement de la planète, l'extinction de certaines espèces végétales et animales, la pollution des rivières, des lacs et des océans, ils sont moins nombreux (34,9%) à se déclarer prêts à céder une part de leurs revenus ou à accepter une hausse des taxes et des impôts, s'ils étaient certains que cet argent serait dépensé pour la réduction de la pollution. En Suisse, 62,6% sont prêts à céder de leurs revenus. En plus, par leurs valeurs post-matérielles, les écologistes occidentaux sont les plus enclins vers les actions de protestation (Norris, 2002).

Protestation et soutien du régime démocratique

La contestation est généralement vue avec circonspection dans les régimes politiques jeunes et instables (Huntington, 1968). La protestation pourrait signifier, en

Roumanie, plutôt l'existence d'un mécontentement des gens avec les conditions sociales et économiques de la transition (Uslaner, 2004). Elle serait une mesure évidente d'une hypothèse du « modèle de la légitimité » qui fonctionne aussi dans les démocraties occidentales: la participation conventionnelle représente un soutien pour le système politique, tandis que la protestation révèle des sentiments de frustration et de mécontentement, les protestataires occidentaux s'intéressant moins à la politique et étant plus critiques quant au fonctionnement de la démocratie (Norris, 2003b; O'Toole, 2003). Ceux qui protestent en Roumanie, sont-ils les plus mécontents et déçus par la transition, les premiers à s'éloigner de la politique démocratique et à soutenir des alternatives non-démocratiques? La question de la protestation en tant que ressource de la contestation de la légitimité du régime démocratique est une question importante pour l'Europe postcommuniste et surtout pour la Roumanie. D'un côté, la protestation a été une ressource pour le changement politique en 1989, en Europe de l'Est. À l'exception notable de la Roumanie, les protestataires dans les rues de Budapest, de Prague ou de Varsovie ont mis de la pression sur les élites communistes et on bien facilité la tâche des opposants anti-communistes, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en Pologne. En Roumanie, les protestataires ont fait basculer, tout seuls sous les balles des militaires, le régime communiste. De l'autre côté, même après décembre 1989, la protestation des anti-communistes qui ont occupé le centre de Bucarest a été prise par les successeurs du régime communiste au pouvoir comme une menace pour la légitimité du nouveau régime politique (Pop-Eleches, 1999). Dans le contexte roumain, il n'est pas fortuit de mettre en relation la protestation et la menace sur la stabilité et la légitimité du régime démocratique, si l'on pense aux nombreuses marches des mineurs sur Bucarest, dont l'une a renversé

un gouvernement et plusieurs ont mis à sac le parlement dans la première décennie de la transition démocratique.

Le soutien pour la démocratie peut-être mesuré soit en tant qu'idéal démocratique, soit en tant que soutien pour un régime réel, en compétition avec des alternatives possibles qui ne sont pas hypothétiques, mais réelles (Mishler et Rose, 2001b; Rose, Mishler et Haerpfer, 1998). La première alternative serait le gouvernement effectif du président, sans aucun appel à un parlement élu et aux partis qui forment le gouvernement. Les pays de l'Europe du Sud ou de l'Amérique Latine ont fait l'expérience de tels régimes (Linz et Stepan, 1996). La seconde alternative serait un gouvernement d'experts, de hauts fonctionnaires, qui prennent les meilleures décisions qu'ils considèrent pour le sort du pays. Cette alternative a été présentée dans les pays ex-communistes comme une option pour le manque d'expérience des

partis dans les questions économiques et administratives (Stark et Bruszt, 1998). Il n'est pas clair, toutefois, si cette alternative exprime réellement un penchant non-démocratique ou le désir sincère d'une compétence de management, efficacité économique et neutralité partisane. La troisième et dernière alternative serait un gouvernement militaire. Même s'il était très répandu encore il y a trois décennies en Amérique Latine (O'Donnell, Schmitter et Whitehead, 1986) et l'est encore en Afrique, ce type de régime n'est pas étranger aux pays de l'Europe de l'Est. La Roumanie, par exemple, a été dirigée par un maréchal pendant la Seconde Guerre mondiale (Deletant, 2006). Le rejet de ces alternatives non-démocratiques forme l'indicateur du soutien de la démocratie (indicateur de fiabilité « reliability analysis » Crombach's Alpha = 0,8386) que nous utilisons dans la section suivante.

Tableau 5: *Le soutien du régime démocratique en Roumanie et en Suisse*

<i>Comment serait-il pour la Roumanie...</i>	Très bien (%)	Bien (%)	Mauvais (%)	Très mauvais (%)	NS/NR
Être dirigée par un dirigeant fort, qui ne perd pas de temps avec le parlement et les élections	28,9	36,8	12,9	5,4	16,0
Des experts/ professionnels, et non pas le gouvernement, prennent les décisions	22,6	37,6	14,9	3,8	21,1
Être dirigée par l'armée	5,2	11,5	35,2	30,2	17,7
Avoir un système politique démocratique	47,2	36,0	3,6	0,8	12,4
<i>Comment serait-il pour la Suisse...</i>	Très bien (%)	Bien (%)	Mauvais (%)	Très mauvais (%)	NS/NR
Être dirigée par un dirigeant fort, qui ne perd pas de temps avec le parlement et les élections	2,7	13,1	29,6	51,3	3,2
Des experts/ professionnels, et non pas le gouvernement, prennent les décisions	6,1	34,7	37,7	17,6	3,9
Être dirigée par l'armée	0,5	2,1	12,6	83,9	1,0
Avoir un système politique démocratique	60,3	34,3	3,2	0,8	1,5

La comparaison entre les deux contextes politiques, roumain et suisse, nous indique, de nouveau, une différence marquée. Si le soutien déclaré de la démocratie est comparable, les trois alternatives non-démocratiques font la différence nette entre les deux pays. Tandis que le dirigeant fort, la direction de l'armée et même le gouvernement des experts sont fortement rejetés par les Suisses, ces alternatives sont souhaitables en Roumanie, moins peut-être la direction militaire. Les différences entre les deux cas mettent en question le soutien de la démocratie en Roumanie et le rôle de la protestation. Serait-il possible que des alternatives non-démocratiques soient privilégiées dans leur action par une hausse de la protestation, dans le contexte d'une crise économique sévère? Accompagnée de populisme outrancier, pourrait-elle préparer le terrain pour des mouvements plus radicaux? Est-elle donc, la protestation, une forme quelconque d'expression politique, ou un coup donné à la légitimité du système démocratique roumain?

Participation civique et protestation: quelques explications

Dans l'explication des deux formes de participation politique en Roumanie, nous allons utiliser des mesures qui sont généralement tenues pour des variables fortes dans les modèles statistiques, comme la sociabilité (les activités dans les associations civiques, syndicats, organisations politiques et, finalement, la confiance sociale), l'intérêt politique, le soutien du système politique (la confiance dans le Parlement, le soutien de la démocratie, la lutte contre la corruption) et certaines valeurs politiques (l'idéologie centriste, l'écologisme et le post-matérialisme).

La confiance est tenue pour une ressource essentielle de la coopération (Fukuyama, 1995). Un type de confiance,

la confiance sociale, est très importante pour le fonctionnement des régimes démocratiques. Tandis que certains auteurs relient la confiance sociale à la confiance politique et les présentent, toutes les deux, comme des ressources de la démocratie (Sum, 2005; Uslaner 2003), d'autres contestent cette relation (Newton, 2001a). Nous savons, déjà, que les deux types de confiance sont également réduites en Roumanie (Uslaner et Bădescu, 2005). Mais nous ne savons pas encore si les protestataires font moins confiance aux autres citoyens et au régime politique. De l'autre côté, la confiance sociale est une ressource importante pour la protestation, car elle réduit les coûts estimés de la participation et favorise l'estimation optimiste des bénéfices (Benson et Rochon, 2004). Quant à la confiance politique, elle est exprimée par la confiance dans le parlement en tant qu'institution essentielle de la démocratie (Newton, 2001b).

En dernier lieu, il y a les attitudes sociales. Parmi elles nous comptons l'écologisme et les valeurs post-matérielles. On s'attendrait qu'elles soient plus importantes pour la participation non-conventionnelle, en plein accord avec l'hypothèse de la transformation de l'activisme. Idéologiquement parlant, les Roumains s'orientent plutôt vers le centre. Sur une échelle partant de 1 (gauche) et jusqu'à 10 (droite), la plupart se retrouvent au centre, autour de 5. La moyenne est 5,99 et la médiane est 6. En conséquence, nous allons tenir pour centristes ceux qui se placent entre 5 et 6, tenant les autres pour des partisans de droite et de gauche. L'intérêt politique, que nous supposons plus important aux rangs des protestataires, est finalement la dernière attitude à prendre en compte.

À côté de ces variables, nous allons introduire dans nos modèles explicatifs des variables de contrôle sociales et démographiques, comme l'âge, le sexe, l'éducation et l'occupation. Nous savons déjà (voir le tableau n° 3) qu'elles sont importantes pour

les deux types de participation, les plus grandes différences étant enregistrées dans le cas de la protestation. En introduisant les variables dans les modèles de régression,

nous constatons que certaines différences entre les deux types de participation persistent.

Tableau 6. *L'explication de la participation civique et de la protestation en Roumanie*

	Activisme civique			Protestation		
	b	s.e	beta	b	s.e.	beta
(Constant)	0,110	0,342		-0,730	0,221	
Structure sociale						
Âge	0,007	0,005	0,082	0,007	0,003	0,136**
Sexe	0,102	0,101	0,050	0,05	0,065	0,038
Éducation	0,243	0,098	0,125*	0,192	0,064	0,155**
Occupation	-0,003	0,010	-0,016	0,003	0,006	0,026
Attitudes de motivation						
Intérêt politique	-0,07	0,062	-0,063	0,07	0,040	0,096†
Confiance sociale	0,104	0,129	0,041	-0,06	0,083	-0,042
Centrisme politique	-0,02	0,100	-0,012	-0,02	0,065	-0,021
Post-matérialisme	-0,007	0,084	-0,005	0,149	0,054	0,141**
Écologisme	0,116	0,055	0,105*	0,04	0,036	0,065
Soutien pour le régime						
Soutien pour la démocratie	-0,02	0,055	-0,025	-0,04	0,036	-0,068
Confiance politique	-0,132	0,069	-0,103†	0,02	0,045	0,033
Satisfaction avec la lutte contre la corruption	-0,03	0,028	-0,064	-0,001	0,018	-0,005
Sociabilité						
Activisme civique				-0,04	0,034	-0,069
Membre des partis	0,595	0,103	0,288***	0,116	0,069	0,088†
Membre des syndicats	0,124	0,081	0,077	0,156	0,052	0,151**
R carré	0,122			0,103		

Regressions OLS. † $p < 0,1$; * $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$.

Si nous examinons de près les modèles de régression, on remarque vite quelques traits saillants de la participation politique roumaine. On constate très vite une distinction nette entre les types d'activisme politique, distinction remarquée aussi par Uslaner (2004). Ensuite, la structure sociale joue un rôle plus important pour la protestation. Ceux qui protestent sont les plus éduqués, même s'ils ne sont pas nécessairement les plus jeunes, et ils présentent des valeurs différentes de celles des autres citoyens. Les activités de protestation sont liées aux valeurs post-matérielles. Même si ces valeurs sont minoritaires à l'échelle de

la société, elles sont spécifiques à ceux qui protestent plus fréquemment.

Quant à l'explication de la protestation, les modèles de régression ne sont pas très évidents. On ne peut pas dire qu'ils soutiennent nettement l'hypothèse de la légitimité et qu'ils excluent celle de la participation politique sous d'autres formes. Le soutien que les protestataires offrent au régime démocratique pourrait être un bon argument contre l'hypothèse de la légitimité, d'autant plus que ceux qui présentent la moindre confiance politique et le moindre intérêt politique sont les participants conventionnels eux-mêmes. Une

autre découverte importante est qu'aucun type de participation n'est lié de façon significative au soutien de la démocratie comme régime en compétition. Ni l'un ni l'autre ne sont liés à la satisfaction avec la lutte contre la corruption menée par les autorités roumaines. On s'attendait que les plus mécontents avec la lutte contre la corruption soutiennent moins la démocratie, mais ce n'est pas le cas. Finalement, la différence entre les types de participation est le comportement politique des citoyens: l'appartenance aux partis politiques est la meilleure explication de la participation civique, tandis que l'appartenance aux syndicats l'est pour celle non-conventionnelle. Ceux qui protestent ne sont pas ceux qui participent aux associations, tandis que la confiance sociale ne joue aucun rôle dans la participation politique, chose remarquée antérieurement par Uslaner (2002).

Conclusions

La comparaison entre les caractéristiques, l'intensité et les formes de la participation politique en Roumanie et en Suisse met nettement en lumière les différences entre des contextes ouest et est-européens. Même si la participation en Roumanie suit le même modèle de division entre stratégies conventionnelles et non-conventionnelles que l'on remarque en Occident depuis les années '70, le niveau de participation est bien plus faible. L'activisme civique et la protestation y reste l'apanage d'une faible minorité. La protestation, en tant que forme nouvelle de participation, n'est pas liée en Roumanie à la contestation de la légitimité du régime démocratique, comme on pourrait le craindre en pensant aux actions des « gueules-noires » qui ont fait la une

des nombreux journaux occidentaux dans les années '90 (Gledhill, 2005). Par contre, les protestataires roumains ressemblent bien à leurs collègues suisses, car ils sont caractérisés plutôt par des valeurs post-matérielles, même si ces valeurs sont plutôt une exception, à l'échelle de la société roumaine. Ils apprécient davantage la liberté d'expression et rejettent les formes d'autorité. Ils peuvent être tenus plus pour les défenseurs et les promoteurs de la liberté, que pour des citoyens aliénés et hostiles à la démocratie. Le désir de liberté, une composante du post-matérialisme, est par ailleurs l'une des plus fortes causes de la démocratisation au niveau mondial (Welzel et Inglehart, 2005). À côté des protestataires, les activistes civiques sont un espoir pour la dissémination des valeurs démocratiques en Roumanie, malgré une participation politique très réduite et manifestement inégalitaire, quand on la compare à celle suisse. Et nous disons « espoir », car il n'y a pas de garantie que la participation actuelle pourra faire naître des *leaders* d'opinion qui contraignent les élites politiques, en vue d'un fonctionnement efficace et responsable du système politique (Bădescu, Sum et Uslaner, 2004; Dragoman, 2006 b). Il est pourtant vrai que la participation politique peut se développer rapidement en Roumanie, dans les conditions de la consolidation du capitalisme et de la satisfaction des besoins matériels, suivies d'une explosion des valeurs post-matérielles, comme ce fut le cas de la Suisse et d'autres pays occidentaux. La participation en Roumanie pourrait brûler même les étapes, en se connectant déjà aux formes non-conventionnelles et aux tendances occidentales actuelles, dans les nouvelles conditions de l'âge de l'information et de l'intégration européenne.

Annexe

La composition et le codage des variables dans l'analyse statistique

Activisme civique	Somme des valeurs des six types d'activité volontaire (1 = membre, 0 = non), sur une échelle (0-7). Pour des raisons statistiques, on a éliminé de la liste initiale l'activité au sein des partis politiques et des syndicats. Ces activités se retrouvent désormais dans la liste des variables indépendantes
Protestation	Somme des valeurs des trois types d'activités déroulées les dernières cinq années ; signé une pétition, pris part aux manifestations et aux boycotts (1 = oui, 0 = non)
Âge	Continuel de 18 à 97 ans
Sexe	masculin = 1, féminin = 0
Éducation	Échelle de 1 (sans éducation) à 14 (maîtrise, doctorat)
Occupation	Échelle de 1 à 4, où 1 = ouvrier non-qualifié, 2 = ouvrier qualifié, 3 = fonctionnaire/cols blancs, 4 = manager/direction
Intérêt politique	Échelle de 1 (pas du tout intéressé par la politique) à 4 (très intéressé)
Confiance sociale	<i>Dummy</i> : 1 = on peut faire confiance à la plupart des gens ; 0 = ça vaut mieux se méfier dans les relations avec les gens
Centrisme politique	Sur l'échelle 1 (gauche) - 10 (droite), le centre est une variable <i>dummy</i> (5, 6 = oui ; autres valeurs = non)
Post-matérialisme	Premier item: la possibilité des gens d'avoir plus à dire sur la façon dont les choses évoluent, essayer d'embellir les villes et villages = 1; un niveau élevé de croissance économique, être rassuré que le pays dispose d'une importante force de défense = 0. Deuxième item: les gens devraient avoir plus d'influence dans les décisions importantes du gouvernement, la protection de la liberté de parler = 1; le maintien de l'ordre dans le pays, la lutte contre la hausse des prix = 0. Échelle additionnelle de deux items. Trois catégories de valeurs (0 matérielles, 1 mixtes, 2 post-matérielles)
Écologisme	Échelle additionnelle de deux items: l'accord avec la hausse des taxes, respectivement avec la donation d'argent, en vue de la protection de l'environnement. Trois catégories (0 = désaccord avec les deux items, 1 = accord avec l'un des items, 2 = accord avec les deux items). Crombach's Alpha = 0,9088
Soutien pour la démocratie	Échelle additionnelle de deux items. Désaccord avec les trois alternatives non-démocratiques et l'accord avec le système politique démocratique. Echelle de 0 à 3
Confiance politique	Confiance dans le Parlement: quatre catégories (1 = pas du tout / très réduite, 4 = très grande)
Satisfaction avec la lutte contre la corruption	Échelle additionnelle de trois items: la satisfaction avec la lutte menée par le gouvernement, la police et la justice contre la corruption. Pour chaque item, quatre catégories (1 très peu satisfait, 4 très satisfait). Crombach's Alpha = 0,8328
Membre des partis	<i>Dummy</i> : 1 = membre, 0 = non
Membre des syndicats	<i>Dummy</i> : 1 = membre, 0 = non

Références

- Anderson, B. (1983) *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso.
- Armingeon, K. et Careja, R. (2007) Comparative Data Set for 28 Post Communist Countries 1989-2007, Institute of Political Science, University of Berne. Disponible à http://www.ipw.unibe.ch/content/team/klaus_armingeon/comparative_political_data_sets/index_ger.html.
- Bădescu, G. (2003) Social Trust and Democratization in the Post-Communist Societies, dans G. Bădescu et E.M. Uslaner (dir.), *Social Capital and the Transition to Democracy*, New York: Routledge.
- Bădescu, G. (2004) Culture, income tax and social inequality in Romania. *Romanian Journal of Society and Politics*, 4, 1, 80-96.
- Bădescu, G., Sum, P. et Uslaner, E.M. (2004) Civil Society Development and Democratic Values in Romania and Moldova. *East European Politics and Societies*, 18, 2, 316-341.
- Barnes, S.H. (2004a) *Perspectives on Political Action: A Review Twenty-five Years Later*. Ouvrage présenté à l'ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Suède.
- Barnes, S.H. (2004b) *Political participation in post-communist Central and Eastern Europe*, Center for the Study of Democracy, University of California, Irvine, 4-10.
- Barnes, S.H. et Kaase, M. (1979) *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*. Beverly Hills: Sage.
- Bartle, J. et Griffith Dylan (2004) *Political Communication Transformed: From Morrison to Mandelson*. Basingstoke: Macmillan.
- Bell, D. (1973) *The Coming Of Post-Industrial Society*. New York: Basic Books.
- Benson, M. et Rochon, T.A. (2004) Interpersonal Trust and the Magnitude of Protest. A Micro and Macro Level Approach. *Comparative Political Studies*, 37, 4, 435-457.
- Deletant, D. (2006) *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-1944*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Dogan, M. et Pélassy D. (1990) *How to Compare Nations: Strategies in Comparative Politics*. Chatham: Chatham House Publishers.
- Dragoman D. (2006a) Equality, Trust, and Tolerance. How Sense of Equality Affects Social Tolerance in Romania. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, VI, 2, 449-466.
- Dragoman, D. (2006b) Civic Engagement and Democracy in Romania and Bulgaria. *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, VI, 3, 599-615.
- Dragoman, D. (2009) Trust, reciprocity and volunteerism: Explaining low political activism in post-communist Romania. *Sociologie Românească*, VII, 4, 107-123.
- Freitag, M. (2001) Das soziale Kapital der Schweiz: vergleichende Einschätzungen zu Aspekten des Vertrauens und der sozialen Einbindung. *Swiss Political Science Review*, 7, 4, 87-117.
- Fukuyama, F. (1995) *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York: Free Press.
- Gellner, E. (1983) *Nations and Nationalism*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Giugni, M. (1995) *Entre stratégie et opportunité: les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*. Zürich: Seismo.
- Gledhill, J. (2005) States of Contention: State-Led Political Violence in Post-Socialist Romania. *East European Politics and Societies*, 19, 1, 76-104.
- Heston, A., Summers, R. et Aten, B. (2006) *Penn World Table Version 6.2*. Center for International Comparisons of Production, Income and Prices at the University of Pennsylvania.
- Hooghe, M. (2003) Participation in Voluntary Associations and Value Indicators: The Effect of Current and Previous Participation Experiences. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 32, 1, 47-69.
- Howard, M.M. (2002) *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Huntington, S.P. (1968) *Political Order in Changing Societies*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Hutter, S. et Giugni, M. (2009) Protest Politics in a Changing Political Context:

- Switzerland, 1975-2005. *Swiss Political Science Review*, 15, 3, 427-461.
- Inglehart, R. (1990) *Culture Shift in Advanced Industrial Societies*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Inglehart, R. (1977) *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Inglehart, R. (1997) *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Inglehart, R. et Norris, P. (2003) *Rising Tide: Gender Equality and Cultural Change Around the World*. New York: Cambridge University Press.
- Joye, D. et Laurent, A. (1997) Associative and Political Participation in Switzerland and France, dans Van Deth, J. (dir.), *Private Groups and Public Life: Social Participation, Voluntary Associations and Political Involvement in Representative Democracies*, New York: Routledge, 163-182.
- Kornhauser, W. (1959) *The Politics of Mass Society*. Glencoe, IL: Free Press.
- Kriesi, H. (dir.) (1985) *Bewegungen in der Schweizer Politik: Fallstudien zu Politischen Mobilisierungsprozessen in der Schweiz*. Frankfurt: Campus Verlag.
- Kriesi, H. et Baglioni, S. (2003) Putting local associations into their context. Preliminary results from a Swiss study of local associations. *Swiss Political Science Review*, 9, 3, 1-34.
- Kriesi, H., Levy, R., Ganguillet, G. et Zwicky, H. (dir.) (1981) *Politische Aktivierung In Der Schweiz, 1945-1978*. Diessenhofen: Ruegger.
- Kriesi, H. et Trechse, A. H. (2008) *The Politics Of Switzerland: Continuity And Change in a Consensus Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Linz, J.J. et Stepan, A. (1996) *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South Africa, and Post-Communist Europe*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Mazzoleni, O. et Masulin, M. (2005) Jeunes, participation politique et participation sociale en Suisse. Une étude de cas. *Swiss Political Science Review*, 11, 2, 55-81.
- Michels, R. (1971) *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Paris: Flammarion.
- Mishler, W. et Rose, R. (2001a) What Are the Origins of Political Trust: Testing Institutional and Cultural Theories in Post-Communist Societies. *Comparative Political Studies*, 34, 1, 30-62.
- Mishler, W. et Rose, R. (2001b) Political Support for Incomplete Democracies: Realist vs. Idealist Theories and Measures. *International Political Science Review*, 22, 4, 303-320.
- Newton, K. (2001a) Social Trust and Political Disaffection: Social Capital and Democracy. Article présenté à l' EURESCO «Conference on Social Capital: Interdisciplinary Perspectives», Exeter, Royaume-Uni.
- Newton, K. (2001b) Trust, Social Capital, Civil Society and Democracy. *International Political Science Review*, 22, 2, 201-214.
- Norris, P. (2000) *A Virtuous Circle: Political Communications in Post-Industrial Democracies*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Norris, P. (2002) Democratic Phoenix: Agencies, Repertoires, and Targets of Political Activism. Article présenté à l' American Political Science Association Annual Meeting, Boston.
- Norris, P. (2003a) Young People and Political Activism: From the Politics of Loyalties to the Politics of Choice? Report for the Council of Europe Symposium «Young people and democratic institutions: from disillusionment to participation», Strasbourg, France.
- Norris, P. (2003b) *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Norris, P., Walgrave, S., Van et Aelst, P. (2005) Who Demonstrates: Anti-State Rebels, or Conventional Participants? Or Everyone? *Comparative Politics*, 37, 2, 251-275.
- O'Donnell, G., Schmitter, P. et Whitehead, L. (dir.) (1986) *Transitions from Authoritarian Rule. Prospects for Democracy*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- O'Toole, T. (2003) Engaging with Young People's Conceptions of the Political. *Children's Geographies*, 1, 1, 71-90.

- Pop-Eleches, G. (1999) Separated at birth or separated by birth? The communist successor parties in Romania and Hungary. *East European Politics and Societies*, 13, 1, 117-147.
- Putnam, R.D. (1993) *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Putnam, R.D. (2000) *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon et Schuster.
- Rose, R., Mishler, W. et Haerpfer, C. (1998) *Democracy and Its Alternatives: Understanding Post-Communist Societies*. Cambridge: Polity Press.
- Rothstein, B. et Uslaner, E.M. (2005) All for All: Equality and Social Trust. Article présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Granada, Espagne.
- Stark, D. et Bruszt, L. (1998) *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*. New York: Cambridge University Press.
- Stolle, D. et Hooghe, M. (2004a) Emerging Repertoires of Political Action? A Review of the Debate on Participation Trends in Western Societies. Article présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Uppsala, Suède.
- Stolle, D. et Hooghe, M. (2004b) An Empirical Exploration of New Forms of Participation. Article présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Uppsala, Suède.
- Sum, P. (2005) Political Mobilization in Romania. Social Capital, Socialization, and Political Participation. *Romanian Journal of Society and Politics*, V, 1, 33-55.
- Tarrow, S. (1998) *Power in Movement. Social Movement and Contentious Politics*. New York: Cambridge University Press.
- Tilly, C. (1975) *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Uslaner, E.M. (2001) Trust as a Moral Value. Article présenté à l'EURESCO Conference on Social Capital: Interdisciplinary Perspectives, Exeter, Royaume-Uni.
- Uslaner, E.M. (2002) *The Moral Foundations of Trust*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Uslaner, E.M. (2003) Trust and Civic Engagement in East and West, dans Bădescu, G. et Uslaner, E. M. (dir.), *Social Capital and the Transition to Democracy*, New York: Routledge.
- Uslaner, E.M. (2004) Bowling Almost Alone: Political Participation in a New Democracy. Article présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Uppsala, Suède.
- Uslaner, E.M. et Bădescu, G. (2005) Making the Grade in Transition: Equality, Transparency, Trust, and Fairness. Article présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Granada, Espagne.
- Voicu, M. et Voicu, B. (2003) Volunteering in Romania: a rare avis, dans P. Dekker et L. Halman (dir.), *The value of volunteering. Cross-cultural perspectives. Nonprofit and civil society studies*, New York: Kluwer Academic Press, 143-160.
- Völker, B. et Flap, H. (2001) Weak Ties as a Liability. The Case of East Germany. *Rationality and Society*, 13, 4, 397-428.
- Welzel, C. et Inglehart, R. (2005) Liberalism, Postmaterialism, and the Growth of Freedom. *International Review of Sociology*, 15, 1, 81-108.
- Wollebaek, D. et Selle, P. (2002) Does Participation in Voluntary Associations Contribute to Social Capital? The Impact of Intensity, Scope, and Type. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 31, 1, 32-61.

Primit la redacție: ianuarie, 2011